

La France associative en mouvement 2025 – 23^{ème} édition

Une surprenante dynamique associative sur fond d'inquiétude

Cette étude est un rendez-vous attendu chaque année par celles et ceux qui souhaitent disposer d'informations détaillées et récentes sur la vie associative. Elle en dresse l'état des lieux à partir **d'enquêtes nationales¹** et de **données chiffrées les plus récentes**, issues de sources officielles².

Une vitalité associative confirmée

Avec **plus de 74 000 nouvelles associations créées entre juillet 2024 et juin 2025**, la France retrouve l'un des niveaux les plus élevés jamais enregistrés depuis 2015.

Cette vitalité témoigne d'un **fort désir d'initiative et de lien social**, particulièrement dans les domaines **culturels, sportifs et de loisirs**, qui représentent plus de la moitié des créations d'associations.

Des ressources humaines précieuses, entre forces et fragilités

Le pays compte aujourd'hui **1,6 million d'associations actives**, dont **9 sur 10 fonctionnent sans salarié**, portées uniquement par l'énergie et le temps donné par **près de 13 millions de bénévoles**.

Parmi eux, **5,5 millions s'impliquent chaque semaine**, formant la **colonne vertébrale du monde associatif**. Toujours fragile, elle semble se consolider : **11 % des Français déclarent aujourd'hui s'engager chaque semaine**, contre 9 % en 2023 et 2024.

Cette reprise de l'engagement régulier, notamment chez les 50-64 ans et les plus de 65 ans, encore à conforter dans la durée, est encourageante dans un contexte où les associations doivent répondre à des attentes et des besoins toujours plus nombreux (se loger, se nourrir, accéder à l'éducation ou au travail, à la culture et au sport...).

À l'inverse, l'étude met en lumière une **fracture associative persistante** : les personnes sans diplôme participent deux fois moins que les plus diplômées, à la vie associative, alors même qu'elles s'impliquent souvent plus intensément une fois engagées. Une fracture préjudiciable à la fois aux associations, en quête de forces vives, et aux personnes qui restent à l'écart d'expériences associatives enrichissantes.

Côté emploi, le secteur associatif confirme son poids économique et social : **1,9 million de salariés (9 % de l'ensemble du secteur privé)** et une **masse salariale de 51 milliards d'euros**. Présentes dans tous les domaines de la vie sociale, les associations concentrent plus de la moitié des emplois dans le **sanitaire et social**. Dans certains domaines, le secteur lucratif leur laisse toute la place, comme sur la question du handicap ou l'aide à domicile en milieu rural.

Un moral en berne mais une volonté d'agir qui demeure

Selon le **baromètre du moral des responsables associatifs**, 53 % des employeurs interrogés et 29 % des dirigeants sans salarié jugent leur situation financière difficile ou très difficile. Le bénévolat suscite aussi beaucoup d'inquiétudes. En effet, les associations se trouvent confrontées à une double exigence : répondre à une demande croissante de services, de soins et d'activités, et tenir compte des attentes de bénévoles, soucieux de l'impact de leur action et des conditions de leur engagement.

¹ Enquêtes confiées par R&S à l'IFOP, réalisées en janvier 2024 et 2025, auprès de 3 155 personnes de 15 ans et plus. Enquête de Recherches & Solidarités auprès de 2 285 responsables associatifs réalisée entre le 15 avril et le 16 juin 2025.

² Répertoire National des Associations et tribunaux d'instance d'Alsace Moselle pour le suivi des créations et l'approche du nombre d'associations en activité. URSSAF Caisse nationale et Mutualité Sociale Agricole, pour le bilan de l'emploi.

Si environ 40 000 associations sans salariés et 12 000 employeuses interrogées au printemps dernier craignent de devoir réduire leurs activités à la rentrée, la majorité d'entre elles envisagent de nouveaux projets.

Comme l'écrit Roger Sue³ dans la préface, « *dans l'ensemble, les associations, comme toujours, sont disposées (contraintes ?) à faire le job. C'est tout leur mérite et leur grande force. Leur faiblesse également quand leurs prescripteurs les pensent toujours résilientes. Mais la résilience a ses limites.* »

Des chiffres déclinés par région

Ces chiffres nationaux cachent des réalités régionales contrastées. À titre d'exemples, la part de l'emploi associatif dépasse 11 % du secteur privé dans plusieurs régions ultramarines et rurales, mais tombe à moins de 7 % en Ile-de-France. L'évolution des effectifs salariés varie, elle aussi, de -0,2 % à +1,6 % au sein des régions métropolitaines.

Pour rendre compte de ces écarts, l'étude nationale est prolongée par **des déclinaisons à l'échelle de chaque région**. Construites à partir des **mêmes sources et selon la même méthodologie**, elles permettent de repérer les spécificités régionales et d'enrichir la lecture des repères nationaux.

Télécharger [l'étude complète](#) et [les déclinaisons régionales](#)

L'étude nationale est publiée avec le soutien de HEXOPÉE, organisation représentative des employeurs de l'éducation populaire et de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative.



Les présentations régionales sont réalisées avec le soutien de
l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
et en coopération avec Le Mouvement Associatif.



RECHERCHES & SOLIDARITÉS, un réseau d'experts au service de toutes les formes de solidarités.

Association sans but lucratif, R&S s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes sur les sujets de solidarité et de la vie associative en particulier.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels (Journal officiel, URSSAF Caisse nationale, Mutualité Sociale Agricole, Direction générale des Finances publiques...) et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

Contact : marie.duros@recherches-solidarites.org - 06.20.71.27.58

³ Sociologue, professeur à l'université Paris Cité et chercheur au Centre d'étude et de Recherche sur les Liens Sociaux (laboratoire CERLIS-CNRS). Administrateur et président du Comité d'experts de Recherches & Solidarités.